

PREFECTURE DES VOSGES

DREAL LORRAINE

DIRECTION DE LA COORDINATION,  
DE L'EVALUATION ET DU SUIVI DES  
POLITIQUES PUBLIQUES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

- 5 MAI 2011

4589  
Service RMN

# ARRETE

N° 1127/2011

**mettant en demeure la société SN GREGOIRE de respecter les prescriptions des articles 2.2.3, 2.3, 2.5, 5.2, 5.3, 7.2 et 7.3 de l'arrêté préfectoral n° 1500/2003 du 26 mai 2003 l'autorisant à exploiter une papeterie à Saint-Nabord**

Le Préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 1500/2003 du 26 mai 2003 autorisant la société SN GREGOIRE à exploiter une papeterie sur le territoire de la commune de SAINT-NABORD,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 avril 2011 constatant le non respect de certaines prescriptions de l'arrêté n° 1500/2003 du 26 mai 2003,

CONSIDERANT que la quantité de déchets stockés sur le site dépasse la quantité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination,

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés au Code de l'Environnement,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges

## ARRETE

### Article 1 :

La société SN GREGOIRE est mise en demeure de respecter, **sous un délai n'excédant pas deux mois**, les dispositions des articles 5.2 et 5.3 de l'arrêté préfectoral n° 1500/2003 du 26 mai 2003.

Pour satisfaire à cette prescription, l'exploitant devra :

- procéder à l'élimination du stockage extérieur d'effluents industriels ;
- procéder à l'élimination du stockage de plusieurs centaines de m<sup>3</sup> de déchets divers (tri de papiers recyclés, déchets électroniques, fûts d'huile usagés, emballages liquides alimentaires, conteneurs vides...) ;
- mettre en sécurité tous les stockages de déchets présents sur le site ;
- transmettre à l'inspection le registre permettant de justifier de l'élimination des déchets.

### Article 2 :

La société SN GREGOIRE est mise en demeure de respecter, **sous un délai n'excédant pas un mois**, les dispositions des articles 2.3, 2.5, 7.2 et 7.3 de l'arrêté préfectoral n° 1500/2003 du 26 mai 2003.

Pour satisfaire à cette prescription, l'exploitant devra :

- disposer des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ;
- compléter l'étiquetage des produits stockés dans l'établissement ;
- transmettre à l'inspection le plan de tous les réseaux ;
- transmettre à l'inspection un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés, auquel est annexé un plan général des stockages.

### Article 3 :

La société SN GREGOIRE est mise en demeure de respecter, **sous un délai n'excédant pas quinze jours**, les dispositions des articles 2.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 1500/2003 du 26 mai 2003.

Pour satisfaire à cette prescription, l'exploitant devra mettre sur rétention spécifique :

- un conteneur de produit chimique non identifié situé à proximité du canal de dérivation ;
- plusieurs bidons d'huile stockés à l'extérieur ;
- un conteneur à proximité du dégrilleur des eaux industrielles à l'intérieur de l'usine.

**Article 4 :**

Si à l'expiration des délais fixés aux articles 1, 2 et 3 la société SN GREGOIRE n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L. 514-2 du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 514-9 du Code précité.

**Article 5 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 6 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges et l'Inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SN GREGOIRE et dont copie sera adressée pour information au Maire de Saint-Nabord.

Epinal, le **2 MAI 2011**

Le Préfet,

Pour le Préfet ou par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Régis MALECKI